

**RAPPORT N° 2022/3-08
au Bureau de la Communauté
en séance du jeudi 30 juin 2022**

**OBJET : MARCHE DE COLLECTE DES DECHETS MENAGERS ET ASSIMILES DE LA CINOR -
AUTORISATION DE SIGNER L'AVENANT N°1 AU MARCHE 18-196 POUR LE LOT 1**

-Ce rapport s'inscrit dans l'ENGAGEMENT 25 « Encourager l'implication citoyenne à la réduction des déchets » dans le cadre de l'ORIENTATION 3 « Conduire une Politique de Transition Ecologique » du projet politique de la CINOR-

La CINOR, ayant compétence en matière de gestion des déchets ménagers, dispose d'un marché de prestations de service pour réaliser la collecte en porte à porte des déchets ménagers et assimilés sur son territoire.

Le nouveau marché est alloté comme suit :

- ✓ Lot 1 : Collecte en porte à porte des ordures ménagères, des biodéchets et des recyclables de Saint Denis, notifié le 30/01/2019 avec NICOLLIN Réunion avec un démarrage le 1^{er} octobre 2019 - pour une durée de 10 ans, est à prix forfaitaire et unitaires fixées au Bordereau des prix unitaires et forfaitaires.

Le marché autorise le prestataire à exploiter les surfaces visibles des camions de collecte à des fins publicitaires, sans que cela ne constitue une obligation. Le prestataire exploite ainsi les surfaces visibles des camions de collecte à des fins publicitaires et doit reverser à la Collectivité une recette forfaitaire annuelle. Cette recette est fixée au Bordereau des prix unitaires et forfaitaires (BPFU). Le montant du marché est de 54 935 142.43 € HT, le montant forfaitaire des recettes publicitaires sur la durée du marché est (à déduire) : 469 129.50 € TTC.

- ✓ Lot 2 : Collecte en porte à porte des ordures ménagères et des recyclables de Sainte Marie et Sainte Suzanne Denis notifié le 15/07/2019 avec SUEZ REUNION, démarrage le 1^{er} mars 2020 - pour une durée de 6 ans, le montant est de 16 406 408.70 € HT
- ✓ Lot 3 : Collecte en porte à porte des encombrants et des déchets végétaux de la CINOR, notifié le 30/01/2019 avec NICOLLIN Réunion et un démarrage le 1^{er} octobre 2019 - pour une durée de 10 ans. Le marché est à prix forfaitaire et unitaires fixées au Bordereau des prix unitaires et forfaitaires. Le montant est de 34 412 370.08 € HT

Le marché de fourniture de contenants à biodéchets pour Saint Denis a été notifié le 12/03/2020. Il était prévu un démarrage de la collecte des biodéchets au 1^{er}/10/2020 avec une campagne de communication sur la période août-septembre. Toutefois, la crise sanitaire (confinement du 17/03/20 au 11/05/20) est venue bouleverser ce planning et a empêché toute communication et concertation préalable.

Aussi, la collecte des biodéchets a réellement démarré le 1^{er} avril 2021, soit 15 mois après la date de démarrage de la Collecte en porte à porte des ordures ménagères, des biodéchets et des recyclables de Saint Denis. A ce jour, le gisement de biodéchets est essentiellement capté au moyen de bacs individuels distribués aux foyers pavillonnaires. La dotation de contenants en habitat collectif et notamment avec les bailleurs, les professionnels et les écoles est en cours de réalisation. Bien que le taux de couverture en termes de contenants soit partiel, il est à noter que les tonnages collectés ne sont pas au rendez-vous (473.62 tonnes collectées d'avril 2021 à décembre 2021) et la réactualisation des projections de tonnage sur la durée restante du marché converge vers un tonnage annuel de biodéchets compris entre 4 000 et 5 000 tonnes.

Situation Initiale,

Prestation	Détermination du prix		Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5
Collecte en PàP des biodéchets	forfait	€ HT/ an	1 471 537,96 €	1 491 298,54 €	1 506 488,13 €	1 507 253,71 €	1 513 461,89 €
	unité	t/an	64,73	43,96	27,62	21,94	21,95
	quantité	Tonne	2 069,00	4 138	6 207	8 277	8 277
	montant annuel (part variable +part forfaitaire)	€ HT/ an	1 605 464,33 €	1 673 205,02 €	1 677 925,47 €	1 688 851,09 €	1 695 142,04 €
	montant part variable uniquement	€ HT / an	133 926	181 906	171 437	181 597	181 680

Prestation	Détermination du prix		Année 6	Année 7	Année 8	Année 9	Année 10	total
Collecte en PàP des biodéchets	forfait	€ HT/ an	1 524 356,95 €	1 501 610,88 €	1 428 664,12 €	1 424 663,71 €	1 433 021,57 €	14 802 357,46 €
	unité	t/an	24,04	22,5	23,66	22,37	22,97	
	quantité	Tonne	8 277	8 277	8 277	8 277	8 277	70 353,00
	montant annuel (part variable +part forfaitaire)	€ HT/ an	1 723 336,03 €	1 687 843,38 €	1 624 497,94 €	1 609 820,20 €	1 623 144,26 €	16 609 229,76 €
	montant part variable uniquement	€ HT / an	198 979	186 233	195 834	185 156	190 123	1 806 872,30 €

S'agissant de la rémunération du prestataire, celle-ci est composée de prix forfaitaires (couvrant les charges fixes personnel d'encadrement et secrétariat, personnel roulant, amortissement des véhicules, frais de locaux et assurance, informatique, poste et télécommunications, Impôts et taxes, frais de structure, communication) et de prix unitaires couvrant les charges variables (.entretien des véhicules, carburant, approvisionnements et consommables divers). Les prestations de prix forfaitaires sont réglées quelles que soient les quantités exécutées et les prestations de prix variables sont réglées en fonction des quantités réellement réglées.

Projection de tonnage des biodéchets sur la durée restante du marché

projection de tonnage de biodéchets	Année 3	Année 4	Année 5	Année 6	Année 7	Année 8	Année 9	Année 10
	1 241	2 483	3 311	4 139	4 304	4 470	4 635	4 801

Pour tenir compte de l'écart entre la quantité estimative de biodéchets énoncée dans le QDE et l'actualisation de la projection de tonnage de biodéchets, Il convient :

- D'appliquer, à partir du 1er avril 2021, des tranches de tonnage en lieu et place des tranches annuelles pour la part variable du flux des biodéchets sur la base des prix unitaires du BPU du marché telles que présentées ci-après :

Grille de la partie variable des biodéchets	
tonnage annuel	Prix unitaire €/tonne
0 à 2 069	64,73
2 070 à 4 138	43,96
4 139 à 6 207	27,62
6 208 à 8 277	24,04

Accusé de réception en préfecture
974-249740119-20220630-BC2022-3-08-DE
Date de télétransmission : 11/07/2022
Date de réception préfecture : 11/07/2022

Ainsi, sur la base d'un tonnage maximal collecté de la tranche minimale sur la période allant du 1^{er} avril 2021 à la fin du marché, l'application de cet élément représente un coût de 1 071 410,96 € HT soit 1 093 910,59 € TTC,

Sur la base d'un tonnage maximal collecté de la tranche maximale sur la période allant du 1^{er} avril 2021 à la fin du marché, l'application de cet élément représente un coût de 1 591 832.64 € HT soit 1 625 261.13 € TTC,

Le présent avenant n°1, conclu sur la base des dispositions de l'article R2194-8 du code de la commande publique, n'a pas d'incidence financière, puisque le coût de la prestation est intégré dans l'enveloppe globale du marché.

En Effet, le coût total du présent avenant reste dans le montant du marché de la part variable des biodéchets du DQE : 1 806 872, 30 € HT soit 1 844 872.30€ TTC.

Je vous demande par conséquent de bien vouloir :

- Approuver l'avenant n° 1 au marché de collecte en porte à porte des déchets ménagers et assimilés sur son territoire- Lot 1 : Collecte en porte à porte des ordures ménagères, des biodéchets et des recyclables de Saint Denis - passé avec la société Nicollin Réunion, lié à l'application de la grille de la partie variable de la collecte de biodéchets à la date effective du démarrage de la Collecte soit le 1^{er} avril 2021.
- Autoriser Le Président à signer l'avenant N°1 au marché de collecte en porte à porte des déchets ménagers et assimilés sur son territoire pour le Lot 1 : Collecte en porte à porte des ordures ménagères, des biodéchets et des recyclables de Saint Denis.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer,

**Le Président,
Maurice GIRONCEL**



**DECISION N° 2022/3-08
du Bureau de la Communauté
en séance du 30 Juin 2022**

**OBJET : MARCHÉ DE COLLECTE DES DECHETS MENAGERS ET ASSIMILES DE LA CINOR -
AUTORISATION DE SIGNER L'AVENANT N°1 AU MARCHÉ 18-196 POUR LE LOT 1**

LE BUREAU DE LA COMMUNAUTE

Vu les dispositions du CGCT ;

Considérant que l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, permet à l'organe délibérant de tout EPCI d'accorder des délégations d'attributions au Bureau Communautaire ;

Considérant que dans son avis rendu le 17 décembre 2003, le Conseil d'Etat a jugé que (..) « L'article L5211-10 autorise, l'organe délibérant à déléguer librement ses attributions, au Bureau, dans toutes les matières autres que les sept qui y sont énumérées par le présent article » (Conseil d'Etat, avis, 17 déc. 2003/ n° 258.616, Préfet du Nord) ;

Considérant que le 10 juillet 2020 affaire n° 2020/1-07 le Conseil Communautaire a délégué au Bureau les compétences suivantes :

1. Pour les actes visant la gestion du personnel et la gestion de la rémunération des conseillers communautaires
2. Pour attribuer ou résilier les marchés publics et accord-cadre de travaux, fournitures et services y compris maîtrise d'œuvre qui sont supérieurs au seuil des procédures formalisées défini par décret et pour les marchés et accords-cadres de travaux passés après procédure adaptée excédant 1 000 000 d'euros HT (y compris, pour une opération de travaux, tous les lots afférents à cette opération passés en procédure adaptée sur la base des dispositions de l'article 27-III du CMP), ainsi que toutes décisions concernant leurs avenants.
3. Pour prendre toutes décisions concernant les remises éventuelles de pénalités contractuelles (partielles ou totales), liés aux marchés et accords-cadres pour tout type de procédure formalisée ou non ;
4. Pour les plans de financement et des demandes de subventions liés aux dossiers relatifs aux différents marchés susvisés ;
5. Pour les conventions de mandat de maîtrise d'ouvrage, les conventions Publiques d'Aménagement et les concessions d'aménagement ;
6. Pour les conventions avec EDF/GDF, France télécom, CISE, VEOLIA EAU ;
7. Pour les conventions pour les déplacements de réseau et plus généralement toutes les conventions d'occupation du domaine public ;
8. Pour le déclassement du domaine public intercommunal concernant les matériels et mobiliers ;
9. Pour les conventions de toutes natures en relation avec le fonctionnement de la CINOR ;

Considérant par ailleurs que les affaires déléguées par le Conseil Communautaire ne figurent pas parmi les exceptions visées par les sept items de l'article L 5211-10 du CGCT ;

Considérant enfin que le Bureau Communautaire est devenu depuis 2001 du fait des délégations attribuées par le Conseil Communautaire, l'organe délibérant pour les affaires déléguées ;

Vu l'avis des Commissions ;

Sur le RAPPORT n° 2022/3-08 du Président ;

Accusé de réception en préfecture
974-249740119-20220630-BC2022-3-08-DE
Date de télétransmission : 11/07/2022
Date de réception préfecture : 11/07/2022

**APRES EN AVOIR DELIBERE
DECIDE**

ARTICLE 1

D'approuver l'avenant n° 1 au marché de collecte en porte à porte des déchets ménagers et assimilés sur son territoire- Lot 1 : Collecte en porte à porte des ordures ménagères, des biodéchets et des recyclables de Saint Denis - passé avec la société Nicollin Réunion, lié à l'application de la grille de la partie variable des biodéchets de collecte de biodéchets de l'année 1 au 1^{er} avril 2021.

ARTICLE 2

D'autoriser Le Président à signer l'avenant N°1 au marché de collecte en porte à porte des déchets ménagers et assimilés sur son territoire pour le Lot 1 : Collecte en porte à porte des ordures ménagères, des biodéchets et des recyclables de Saint Denis.

Nombre de votants : 10 Suffrages exprimés : 10 Vote pour : 10 Vote contre : 00 Abstention : 00
--

Pour extrait certifié conforme
Fait à Sainte-Clotilde

10 8 JUL 2022

**Le Président,
Maurice GIRONCEL**



Accusé de réception en préfecture 974-249740119-20220630-BC2022-3-08-DE Date de télétransmission : 11/07/2022 Date de réception préfecture : 11/07/2022
--